

# Discours prononcé à l'occasion des 40 ans de SAW-B.

Le 31 mai 2022 à Monceau-Fontaines

Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises a 40 ans aujourd'hui.

Cette association est héritière d'une longue tradition. Depuis des siècles, des hommes et des femmes s'associent pour construire des projets communs, pour s'entraider, se protéger, se renforcer, se défendre, lutter ensemble. Perçu parfois comme des menaces à l'ordre établi, ces associations ont été tantôt limitées, tantôt interdites.

Ces premiers pas, associationnistes, sont les prémices d'un mouvement plus grand, qui permet l'émergence de l'économie sociale du 19<sup>ème</sup> siècle.

Dès ses débuts, l'économie sociale est diverse, multiple, variée. Née aux confins de nombreuses idéologies et pensées politiques du 19<sup>ème</sup>, sa singularité ne permet à personne d'en revendiquer la paternité. Elle était plurielle. Elle est plurielle.

Ce pluralisme, c'est sa force. Sa faiblesse, aussi.

Trop ou pas assez collective.

Trop ou pas assez solidaire.

Trop ou pas assez révolutionnaire.

Trop ou pas assez ouvrière.

Trop ou pas assez autonome.

Trop ou pas assez démocratique.

Une utopie qui se construit sort de l'imaginaire, de la théorie pour prendre corps et vie. Elle est donc fondamentalement imparfaite, humaine, perfectible. Elle suscite critique, questionnement, envie, inspiration.

L'économie sociale a un riche passé. Elle représente un futur utile, convaincant et nécessaire. Mais c'est surtout une action de maintenant parce qu'elle répond aux besoins qui s'expriment au présent.

ECONOMIE SOCIALE.

Qui, un jour, s'est dit : nous allons associer ces deux mots ?

Du haut de notre 21<sup>ème</sup> siècle, cette association de deux termes souvent opposés paraît presque incongrue tant ces mots sont opposés dans notre langage, dans nos conversations.

Toute personne qui travaille dans l'économie sociale, qui en parle autour d'elle connaît ce regard perplexe, dubitatif parfois intrigué quand elle explique où elle travaille.

Deux mots qu'on imagine s'affronter dans l'arène de notre société.

Rendre l'économie plus sociale.  
Donner au social des clés pour intervenir sur l'économique.  
Faire de la population l'actrice de l'économie.  
Empêcher le social de se diluer dans l'économie.

Le programme est alléchant, mais il est corsé.

L'économie sociale avance, se modifie, traverse les années, se nourrit des conquêtes sociales. Les guerres, les Trente glorieuses, la crise des années 70, les changements économiques des années 80. Dans les années 60, par exemple, ce sont des parents de personnes en situation de handicap qui poussent à la création des premières entreprises de travail adapté.

A chaque fois, un besoin se fait sentir, ici et maintenant. Parce que c'est une des autres forces de l'ES : sa grande capacité à s'adapter.

Comment faire en sorte que ces initiatives se rencontrent, se parlent, s'entraident pour renforcer et promouvoir le mouvement de l'économie sociale ?

Max Delespesse a la réponse ! Il fonde, avec 15 autres camarades (dont son épouse, Linette Dengis, présente ce soir), en 1981, Solidarité des Alternatives Wallonnes, première fédération pluraliste d'économie sociale. Il disait : *"SAW fut, et reste, un instrument de désenclavement de nos modestes créations en tension utopique. Pour un soutien mutuel, une formation, une action politique. Elle constitue en soi une expérience d'une dimension non négligeable"*.

L'Assemblée Générale fondatrice de l'association lui donne quatre missions : la représentativité, la coordination, la promotion et le développement des initiatives alternatives.

Dès le départ, les envies et les énergies sont fortes. Elles visent à renforcer l'économie sociale, mais aussi à décloisonner.

Un exemple parmi tant d'autres du rôle qui est ainsi joué.

Au début des années 80, l'emploi se fait rare en Wallonie. Le spectre du chômage génère parfois une précarité extrême. Sans allocation, ni aide sociale, certains et certaines se retrouvent livrés à eux-mêmes. Pour les aider, plusieurs initiatives voient le jour, à l'image de l'association Quelque chose à faire qui, avec d'autres, a ouvert la voie à la création et reconnaissance des Entreprise d'Apprentissage Professionnel, devenues plus tard Entreprise de Formation par le Travail puis Centre d'insertion socioprofessionnel.

Mais les pouvoirs publics ne soutiennent pas tout de suite ces initiatives et elles se retrouvent souvent dans une situation délicate, aux confins de la légalité. Il est nécessaire de se parler et de faire connaître bien mieux ces initiatives.

En janvier 1983, SAW et le Centre universitaire de Charleroi (CUNIC) rassemblent autour de la table de discussion 16 entreprises de réinsertion socioprofessionnelle, l'ONEm, l'UCM, le monde syndical et deux Parquets (sections jeunesse et financière). L'objectif des rencontres : identifier et définir un statut et une typologie de ces nouvelles entreprises d'apprentissage professionnel. Victimes de leur diversité d'activités et de leur originalité, les EAP se heurtent à la défiance des Parquets et de l'ONEm, ainsi qu'à des problèmes de trésorerie et des contentieux avec l'ONSS.

Bien que ces premières discussions n'aient pas abouti de suite à la reconnaissance unanime de ces entreprises d'un nouveau genre, elles auront le mérite de jeter les bases d'une réflexion et d'une

reconnaissance progressive. Le chemin vers la légalisation sera long et parsemé d'embûches, mais elles y arriveront.

Voir, aujourd'hui, des acteurs et actrices si différents rassemblés avec nous pour fêter nos 40 ans montre que l'esprit originel est encore bien vivace dans nos rencontres et de nos échanges. Pas toujours simple, mais toujours avec cette volonté de décloisonner et de renforcer l'économie sociale.

La naissance de SAW en 1981, c'est aussi le passage d'un lieu de rencontres informelles d'entreprises associatives, appelé Le Carrefour des initiatives wallonnes, en une véritable asbl qui va s'inscrire dans la durée. Il faut lui trouver un nom. C'est le terme solidarité qui est choisi en référence au mouvement polonais "Solidarnosc". Ce mouvement représente à l'époque une inspiration par l'espoir et la force de changement qu'elle incarne. Le 7 septembre 2004, elle deviendra SAW-B, solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises.

Soyez libres, voilà un mot d'ordre que disait Max ! Il expliquait : *"Des amis qui travaillent dans des associations sociales me disent: "A partir du moment où l'on reçoit de l'argent de l'Etat, on perd un peu de sa liberté de parole". Je ne le pense pas. Il faut savoir demander de l'argent à un ministère et ne pas dire merci. Car quand on prend de l'argent public, ce n'est pas le ministre qui vous le donne, c'est le peuple, par l'intermédiaire du ministre. Si vous recevez des subsides, ne perdez donc pas votre liberté de parole !"*

Il y a quelques années, SAW-B a envisagé sérieusement de changer de nom. Les années passent, les missions évoluent, les mots vivent et se vivent différemment. De palabres en discussion, aucun nouveau nom n'a fait consensus car aucune proposition ne représentait assez bien toute l'envie de faire de l'économie sociale une force économique centrale. Ce que Max a créé, cet héritage, représente toujours quelque chose. Il a insufflé un esprit qui accompagne chacun des membres de notre fédération, chaque membre de l'équipe passée ou présente. Par un jeu avec les mots, avec nos mots, on pourrait dire qu'il n'y a pas d'alternative à la solidarité.

40 ans plus tard, SAW-B est toujours là. Active. Nécessaire. Ancrée dans le présent. Soutenante, interpellante et innovante. Mais nous regardons devant nous et les perspectives ne sont pas follement réjouissantes. Admettons-le !

Bruno Latour a dit : *"Le contraste entre le calme avec lequel nous continuons à vivre tranquillement et ce qui nous arrive est vertigineux"*.

Un calme avant la tempête ?

Un calme pour profiter de derniers instants de quiétude ?

Un calme de renonciation ?

Un calme d'aveuglement ?

Tout est possible.

Dans un article datant de quelques jours sur la sécheresse actuelle, des météorologues se demandaient si les prévisions du GIEC ne s'étaient pas trompées. Pas sur ce qui s'annonce, mais sur sa temporalité. A savoir que ce qu'on voit arriver à l'horizon 2025-2030 soit en fait déjà là. Inondations meurtrières en Wallonie l'été dernier, feux de forêts dévastateurs en Grèce en même temps. Puis une sécheresse aujourd'hui qui touche la Belgique et nombre d'autres régions en Europe.

Une canicule gravissime en Inde et au Pakistan, bien plus précoce et forte que d'ordinaire.

Cette situation climatique n'est pas la seule inquiétude.

Pendant deux ans, et sans savoir ce que le prochain hiver nous annonce, nous avons vécu au rythme du Covid. Aucun de nous n'a été épargné. Enfin, si, quelques-uns se sont enrichis de manière outrancière pendant que d'autres périssaient, souffraient dans leur corps, dans leur tête, des fermetures, des privations ou, au contraire, du surcroit de travail, à devoir compenser toutes les conséquences de mesures restrictives qui, depuis de nombreuses années, étranglent des services publics, des services sanitaires et sociaux les empêchant de faire correctement leur travail.

Pour la première fois depuis très longtemps, la machine industrielle et commerciale mondialisée s'est grippée. La logique des flux tendus, de produire là où c'est le moins cher, n'est peut-être pas la meilleure idée du siècle.

Récemment, alors que les conséquences du Covid sont toujours là, c'est la guerre en Ukraine qui éclate.

La solidarité entre des citoyens d'ici ou d'ailleurs ne nous empêche nullement d'être conscients des réalités du deux poids deux mesures. C'est parfois un peu moins dur pour certaines et certains de voir des portes s'ouvrir. Même si, pour d'autres, les portes restent définitivement closes. Et oui, les européens en détresse que nous voyons en les Ukrainiens sont mieux accueillis que les Afghans, les Erythréens ou les Syriens qui fuient pourtant le même mal : la guerre.

Cette guerre en Ukraine a des conséquences qui feraient presque croire que le Covid était une promenade de santé. Humainement, d'abord et avant tout, pour les populations touchées, mais aussi pour l'approvisionnement énergétique belge et européen. Dépendre du gaz et du pétrole russe, ce n'est finalement pas la meilleure idée du siècle.

Tout d'un coup, on se rend compte que l'indépendance énergétique, c'est une nécessité. Peut-être que si on s'en était préoccupé avec plus de force il y a de nombreuses années, on aurait pu affronter cette situation différemment. Peut-être.

Puis, concentrer dans les mains de quelques pays la production de certaines denrées alimentaires et de certaines matières premières essentielles, ce n'est probablement pas la meilleure idée du monde. Alors que les choses semblent déjà mal embarquées, l'Inde décide de bloquer ses exportations de blé. Entre canicule meurtrière, nationalisme, protectionnisme ou, peut-être, cupidité, nous semblons bien démunis. Et c'est bien peu de choses par rapport à la situation que font connaître d'autres régions du monde, davantage dépendantes de cette mondialisation.

Finalement, regarder le monde tel qu'il est, c'est prendre le risque de réveiller une anxiété compréhensible et légitime.

Cette anxiété, à l'opposé de ce que pensent quelques propos irréfléchis, ne vient pas du regard posé sur les choses telles qu'elles sont, mais d'affronter l'inaction ou, plutôt, l'action minimale, de façade. Celle qui ne touche pas au cœur du problème. Aller au fond des choses et trouver des réponses à la racine.

Cette radicalité dans l'analyse n'empêche nullement le pragmatisme. Nous sommes bien conscients de la situation difficile dans laquelle se trouvent les gouvernements. A chaque crise passée, nos gouvernements trouvent des solutions. Face aux défis sociaux et environnementaux actuels, la même créativité et réactivité sont nécessaires, mais avec en plus un courage extrême étant donné les changements profonds qu'il s'agit d'initier et de mener à terme dans des délais très courts, au risque de devoir le payer bien plus chèrement plus tard.

C'est dans des moments de crise profonde que de grandes décisions sont prises : le new deal de Roosevelt, la sécurité sociale à la fin de la seconde guerre mondiale...

La situation est possiblement catastrophique, mais elle n'est pas désespérée. Nous ne misons pas sur un effondrement. Nous croyons que des transitions sont possibles, même si le terme est mis à toutes les sauces. Finalement, nous pourrions opter pour le terme de « basculements » (au pluriel) proposé par l'historien Jérôme Baschet. Par basculements, il entend : « des accélérations soudaines, des brusques retournements de tendance, des mouvements de grande ampleur, assimilables à des glissements tectoniques ». Certains ont déjà eu lieu, d'autres se produiront à coup sûr. Ce qui est moins certain, c'est la direction que prendront ces basculements et c'est le rôle que nous jouerons au sein de ceux-ci : seront-nous actifs, passifs ou réactifs ? Il existe une multiplicité de scénarios de basculement. Il en est un qui attire notre attention parce qu'il est souhaitable et possible : des basculements qui nous engagent vers des manières de vivre échappant aux logiques du capitalisme. Les dernières crises que nous connaissons crédibilisent le basculement vers le monde que nous souhaitons, pour lequel nous nous battons depuis 40 ans.

L'économie sociale, comme elle l'a prouvé ces dernières années et ces derniers mois, est un acteur essentiel de la solution.

Sans elle, pendant la crise du Covid, la situation aurait été bien plus catastrophique.

Des aides familiales qui ont poursuivi inlassablement leur accompagnement des personnes âgées.

Des entreprises de travail adapté qui ont participé à la création de masques, au conditionnement de tests ou au tracing.

De maraichers, maraichères et magasins de proximité qui ont répondu aux besoins et aux désirs de la population d'une nourriture plus saine, plus proche d'eux.

Avec elle, nombre de citoyens et de citoyennes ont choisi d'investir dans un fournisseur vert et citoyen d'énergie.

Avec elle, des producteurs et productrices choisissent de s'allier pour mutualiser leurs services, notamment sous la forme de fermes partagées.

Avec elle, des jeunes et moins jeunes en quête d'un job qui a du sens, se lancent, tous les jours, pour proposer des biens et services plus en accord avec leurs valeurs et avec les besoins sociaux et environnementaux.

Si nous sommes insatisfaits, profondément inquiets et que la situation a dépassé depuis longtemps le stade d'une joyeuse préoccupation, nous savons que des changements sont possibles.

Lors des 25 ans de SAW-B, Pierre Verbeeren, alors président de notre CA, et Marie-Caroline Collard, directrice, écrivent dans un texte que le prochain objectif de SAW-B est de transformer nos objectifs en réalisation concrète sur le terrain.

C'est à cela que l'équipe de 25 personnes aujourd'hui, s'attèle avec force et vigueur tous les jours.

La Ceinture alimentaire de Charleroi, Coopcity, Cabas, le travail de longue haleine pour faciliter l'intégration de clauses responsables dans les marchés publics ou pour renforcer l'animation économique autour des entreprises sociales. Toute alternative est d'autant plus forte qu'elle est ancrée et testée. Nous croyons dans la force des expérimentations concrètes.

SAW-B est toujours bien là, après 40 ans.

Mauvaise nouvelle, l'économie sociale est toujours considérée comme une ambition périphérique, une utopie sympathique.

La bonne nouvelle, elle est toujours en mesure de proposer des bonnes réponses, ici, aux problèmes de maintenant.

Nous avons besoin d'ouvrir les yeux sur la réalité, de regarder les choses avec pragmatisme. Sortir d'une forme de léthargie qui fait du modèle économique actuel le seul prisme de lecture. Le peindre en vert, le remplir de technologies nouvelles, ne résout pas les problèmes. Nous voudrions y croire, mais nous savons, au fond de nous, que c'est faux.

Nous avons besoin de nouveaux récits émancipateurs. Nous avons besoin de construire un nouvel imaginaire. Oui, on peut affronter la tempête qui s'annonce et s'y préparer. Ce ne sera pas nécessairement des lendemains qui chantent, mais nous sommes assez intelligents pour trouver des solutions. Nous pouvons croire en la capacité des êtres humains d'affronter plus qu'ils n'imaginent. Nous devons croire en eux et en nous.

Nous avons besoin d'oser. Les crises se résoudront parce que des hommes et des femmes sont prêts à prendre des décisions difficiles, à se demander : de quoi avons-nous besoin concrètement ? A-t-on besoin de plus de voyage en avion ? De plus de pesticides ? De plus de plastique ? De plus de voitures, électriques ou non ? A-t-on besoin de plus de vêtements ?

Nous avons besoin de questionner nos certitudes et de remettre en cause ce qui va de soi. Nous avons besoin de sortir des dogmes économiques mortifères pour les populations et la planète. Il faut relocaliser notre économie et permettre aux autres économies, notamment du SUD, de se concentrer et de répondre prioritairement à leurs besoins. Nous pouvons faire évoluer des traités et des lois qu'on croit parfois être devenus naturels.

Nous avons besoin de faire des choix et de les assumer jusqu'au bout. Oui, il y aura des conséquences et ces conséquences vont être difficiles, mais elles le seront toujours moins que si nous attendons de nous prendre le mur de face.

Nous avons besoin, chacune et chacun d'entre nous, ici, maintenant, de nous engager concrètement, ardemment et profondément pour changer les choses. Nos enfants, petits-enfants, nos neveux, nièces, tous ces jeunes qui nous entourent nous regardent. Elles et ils sont prêts à faire des sacrifices, à renoncer à des promesses de lendemain qui chantent et ils attendent que nous les rejoignons. Non pas pour désertier, mais pour construire quelque chose de différent.

Oui, mais construire quoi ?

Nous n'avons pas une réponse toute faite à cette question. Il n'y a pas UNE réponse magique qui réglerait tout, qui permettrait comme certains le croient ou l'espèrent de développer en même temps la croissance économique, de réduire les inégalités tout en stoppant l'extraction des ressources naturelles à des fins d'accumulation de richesses.

Mais on sait que l'économie sociale fait partie de la réponse.

Pas l'économie sociale telle qu'on la connaît aujourd'hui, à la périphérie du système, instrument sympathique, futur utopiste. Non, une économie sociale centrale.

Rentrez chez vous ce soir, regardez vos enfants, petits-enfants ou les enfants qui jouent dans la rue. Regardez-les attentivement et demandez-vous si vous en faites assez pour eux pour assurer le meilleur avenir possible.

Regardez-vous dans le miroir et demandez-vous : de quoi avons-nous absolument besoin pour vivre ? Est-ce dans une de ces choses que je mets toute mon énergie ?

Regardez les travailleurs et travailleuses qui vous entourent, discutez avec eux, demandez-leur ce dont ils et elles ont besoin pour vivre décemment ?

Après avoir fait ça, si vous pensez, comme nous, que vous pouvez faire plus, que vous pouvez faire mieux, que vous pouvez faire ensemble en vous associant, que l'avenir se joue ici et maintenant, appelez-nous, contactez-nous et réunissons-nous.

Ce sera difficile. Ce sera perturbant. Ce sera tendu. Mais avons-nous vraiment le choix ?

Nous le savons, nous ne pouvons plus attendre, pas même 5, 10 ou a fortiori 20 ans ? Le choix d'une économie sociale, c'est ici et maintenant.

Alors, êtes-vous prêts à faire basculer le monde dans la même direction que nous ?